

ARCAL

CAHIERS MILITANTS

des

COMITES de SOUTIEN à la REVOLUTION en AMERIQUE LATINE

SOMMAIRE

- Pourquoi l'A.R.C.A.L. ?
- BRESIL : Chronologie des Lutttes
- URUGUAY : "Tupamaros"
- MEXIQUE : Massacre des prisonniers politiques.

A.R.C.A.L.

25, rue de la Reynie. Paris I^o

Tel: 508-53-97.

ARCAL

CAHIERS MILITANTS

des

COMITES de SOUTIEN à la REVOLUTION en AMERIQUE LATINE

SOMMAIRE

- Pourquoi l'A.R.C.A.L. ?
- BRÉSIL : Chronologie des Lutttes
- URUGUAY : "Tupamaros"
- MEXIQUE : Massacre des prionniers politiques.

A.R.C.A.L.

25, rue de la Reynie. Paris I°

Tel: 508-53-97.

- POURQUOI L' A.R.C.A.L. ? -

oooooooooooooooooooo

L'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine constituent 71% de la superficie terrestre. Ces continents possèdent plus des 2/3 de la population mondiale et d'inépuisables sources de richesses naturelles. L'impérialisme a grandi en pillant les ressources naturelles de ces continents. Aujourd'hui encore, il tire de ces régions des milliards de dollars de profits. Si on élimine totalement le colonialisme et le néo-colonialisme en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, ni l'Europe occidentale impérialiste, ni les Etats-Unis impérialistes ne pourront survivre.

La lutte anti-impérialiste et anti-colonialiste des peuples du Tiers-Monde représente avec la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière internationale pour le socialisme une des deux grandes forces révolutionnaires de notre époque, lesquelles doivent se regrouper en un front anti-impérialiste commun. La victoire sur un front de lutte contre l'impérialisme yankee accélèrera la victoire sur les autres fronts puisqu'elle affaiblira les forces de l'impérialisme nord-américain en formant le plus large front uni anti-yankee en le frappant partout où il se trouve.

Dans la lutte commune contre l'impérialisme, il importe de défendre les révolutions qui ont triomphé. Ainsi la lutte pour défendre les conquêtes de la Révolution Cubaine représente un devoir internationaliste de tous les révolutionnaires. Cuba socialiste représente l'avenir de l'Amérique Latine, et le seul fait qu'elle existe stimule le mouvement révolutionnaire de ce continent.

Cette lutte déjà ancienne se développe aujourd'hui avec une ampleur nouvelle: un second front peut s'ouvrir demain, tout proche de la métropole nord-américaine.

L'EXISTENCE DU LIEN OBJECTIF unissant la lutte révolutionnaire des peuples d'Amérique Latine au combat pour le socialisme dans les pays impérialistes eux-mêmes avait été ressenti par Michèle FIRK (°) qui avait défini ainsi les tâches de tout mouvement de soutien militant à la Révolution en Amérique Latine:

(°) Tombée au combat au Guatémala à l'automne 1968.

NOUS NOUS FIXONS POUR TACHES :

- de faire connaître la réalité de l'histoire de l'Amérique Latine.
- d'apporter un soutien militant et politique à la Révolution latino-américaine et à ses avant-gardes combattantes.
- de faire connaître et d'expliquer le sens donné à leur lutte par les révolutionnaires latino-américains.
- d'attirer l'attention des organismes internationaux et de l'opinion publique sur les conditions de lutte et les méthodes utilisées par l'impérialisme.

Nous souhaitons regrouper les courants et les militants, organisés ou non, dans des noyaux de base susceptibles d'impulser ces tâches à un niveau national ou local, de mener notre action seuls, ou unitairement avec d'autres organismes, selon les possibilités. Nos moyens d'action seront, selon les événements et les circonstances: colloques meetings réunion de tout ordre affichages tracts communiqués par voie de presse etc ... publication régulière d'un bulletin ou de recueils de documents.

Notre soutien à la Révolution latino-américaine doit être politique; il ne saurait être séparé de notre soutien au peuple vietnamien, car selon les termes du "CHE" :

"L'AMERIQUE AURA POUR TACHE LA CREATION DU
SECOND OU TROISIEME VIETNAM, OU DU SECOND
ET TROISIEME VIETNAM-DU MONDE"

oooooooooooo

Recueil de Textes ARCAL - Cahiers d'Amérique Latine -
à paraître prochainement.

S O M M A I R E du N° I

=====

- Interview d'un Tupamaro
- Lutte de classes et Péronisme en Argentine
- Interview de Lamarca
- Carlos Marighella.

oooooooooooooo

Prenez contact avec l' A.R.C.A.L.
Renseignements: Tel: 508-53-97 (à partir de 15h)

Apportez votre SOUTIEN FINANCIER à l'A.R.C.A.L.

Lucette VIGIER C.C.P. 29. 60. 94. - Paris.

BRESIL. CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX EVENEMENTS

La réaction populaire contre la dictature

- Mars 64 - Goulart est renversé par un coup d'état militaire. De violentes manifestations de protestation à : Recife, Brasilia, Rio (3 étudiants tués)
- Juillet 66 - Attentat contre le maréchal Costa y Silva. 4 auxiliaires de l'actuel Président de la république sont tués.
- Août 67 - Violentes manifestations populaires contre la dictature. L'UMEB (Union des Etudiants), dissoute en juin 64, tient un congrès clandestin.
- Février 68 - Extermination de plusieurs tribus d'Indiens par inoculation de virus, bombardements, mitraillages.
- Les trusts américains continuent à acheter le Brésil : 650.000 ha dans la municipalité de "Ponta Alta do Norte"; 1/3 de l'état de Bahia. Par ailleurs, l'exploitation du sol continue : 3 sociétés américaines exploitent les 3/4 de l'état d'Amazone (c'est-à-dire les surfaces de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne réunies).
- Mars 68 - L'étudiant Edson Souto est tué par la police. De violentes manifestations sont déclenchées dans tout le pays :
- A Brasilia, les manifestants mettent le feu aux tribunes préparées par les militaires pour le 4ème anniversaire du coup d'état.
- A Rio, intervention des troupes fédérales : 1 mort, des dizaines de blessés.
- Avril 68 - Rio : nouvelles manifestations - les manifestants utilisent les tactiques de guérilla urbaine. La ville est occupée militairement.
- Juin 68 - Manifestations dans toutes les villes : A Rio, 100.000 personnes manifestent contre la dictature, la répression, l'impérialisme U.S.

La guérilla urbaine

- Février 68 - Attentat à la bombe contre le consulat des USA.
- Juin 68 - Des groupes armés s'emparent de fusils, de dynamite, ainsi que de sommes importantes.

- Septembre 68 - Attaque d'une banque à l'occasion d'une grève des ouvriers de la métallurgie, distribution de tracts de solidarité.
- Octobre 68 - Exécution de Carlos Chandler, agent de la C.I.A.
- Janvier 69 - Attaque contre le 4ème régiment d'infanterie. Appropriation de grenades, mitraillettes et de 63 fusils.
- 1er Mai 69 - La station de radio San Bernado est occupée; lecture d'un message révolutionnaire.
- Juin-juillet - Nombreuses expropriations, saisies d'armes et d'argent.
- 15 août 69 - La radio est occupée; lecture d'un message révolutionnaire de Lamarca.
- 4 septembre - Rio : enlèvement de l'ambassadeur U.S.

U R U G U A Y
LES TUPAMAROS PORTENT DE NOUVEAUX COUPS A L'OLIGARCHIE

L'attention de la presse latino-américaine est fixée actuellement sur l'action d'un commando du Mouvement de Libération Nationale : celui-ci a enlevé en plein jour, au centre de Montevideo, un banquier, patron par ailleurs d'une importante société de presse, représentant typique de l'oligarchie qui gouverne l'Uruguay.

L'action qui a été menée alors qu'une répression sans précédent s'abattait sur le peuple d'Uruguay -et particulièrement sur les employés de banques qui ont résisté dans une lutte sans merci pendant plus de deux mois- a montré une fois de plus la capacité d'action du M.L.N., avant-garde révolutionnaire de ce pays.

Dans un tract distribué le jour-même, les Tupamaros expliquent pourquoi ils ont agi, annonçant que le prisonnier recevrait "le traitement que l'on inflige aux prisonniers du peuple".

Cet épisode spectaculaire s'est déroulé à 8 h 20 du matin, le mardi 9 septembre, devant l'édifice de la SEUSA (Sociedad Editora Uruguay) où sont imprimés les quotidiens EL DIARIO et LA MANANA et l'hebdomadaire SINTESIS, situé à moins de 200 mètres du palais présidentiel. Pendant que Pellegrini (le banquier en question) garait sa 404 bleue, deux jeunes gens montèrent et après que l'un d'eux se fut mis au volant, ils s'éloignèrent rapidement du lieu, escortés par un taxi dans lequel avaient pris place cinq personnes qui opéraient comme groupe de soutien. On apprenait par la suite que c'était le groupe "Mario Robaina Mendez" du M.L.N. qui avait mené à bien l'opération, groupe qui porte le nom d'un Tupamaro tué par la police en 1967.

La nouvelle du rapt fut immédiatement diffusée par les organes de presse et la radio. Mais peu après, le gouvernement ordonnait brutalement de faire le silence sur l'affaire. Pour imposer le silence, le gouvernement devait recourir à un décret du 4 août 1969, spécialement promulgué à l'intention du M.L.N., interdisant la diffusion de toute information sur les Tupamaros. Deux heures après l'enlèvement, les journalistes de la radio et de la T.V. annonçaient d'une voix morne que par décision de la Préfecture de police, ils ne pouvaient fournir aucune information sur la fameuse histoire. Le M.L.N. devait donc suppléer à ce défaut d'information. Des tracts furent distribués dans l'après-midi sur lesquels on pouvait lire en particulier :

"Des militants politiques et syndicaux emprisonnés par centaines, des hommes sont torturés, expulsés, des femmes sont détenues dans des casernes, on interdit les journaux arbitrairement. Face à cela, les paroles ne suffisent plus ... il faut s'organiser pour lutter et répondre aux violences de ceux qui ont le pouvoir. Le M.L.N. (Tupamaros) traitera ses prisonniers comme sont traités les prisonniers du peuple aujourd'hui. Ecoutez sur CX52 tous les mercredi et les dimanches à 21 h. la voix du M.L.N., la seule voix que l'assassin Pacheco et ses complices ne peuvent pas faire taire".

Il est difficile de prévoir ce qu'il se passera dans les jours à venir; cependant il devient évident pour la gauche non réformiste que le M.L.N. est la seule avant-garde révolutionnaire sérieuse qui ne se contente pas de parler mais qui agit.

Le M.L.N. est le petit moteur qui fait avancer un processus irréversible.

ARMANDO MENDEZ

Montevideo.

- MEXIQUE - Communiqué de Presse

Nous, prisonniers politiques, venons d'être l'objet d'une nouvelle provocation organisée par le gouvernement pour réaliser un assassinat collectif, un Tlatelolco à l'intérieur de la prison de Lecumberri. Au cours de l'agression dont ont été victimes les prisonniers politiques le 1er janvier, et qui a été organisée et dirigée par le directeur de la prison, le général brigadier Andres Puentes Vargas, à la tête d'une centaine de prisonniers de droit commun, des camarades ont été gravement blessés: le camarade José Luis Nunez, de la galerie C, blessé par balles; le camarade Rafael Jacobo reçut de nombreux coups de poignard; le camarade Gilberto Balam a une commotion cérébrale et une blessure coupante à la tête, en plus des dizaines d'autres camarades blessés par coups contusions et coups de couteau. Cette tentative de massacre des prisonniers politiques soigneusement organisée et préparée à l'avance fut exécutée méthodiquement par les autorités de la prison qui obéissaient aux ordres du gouvernement comme le démontrent les faits suivants.

Le 1er janvier comme se terminait la visite des parents des détenus politiques - et il n'y avait que des femmes et des enfants car les hommes sortent avant -, ceux-ci furent arrêtés par la direction de la prison, qui les empêcha de sortir et les fit attendre, virtuellement séquestrés, dans un couloir de la prison. Vers 20h30, les prisonniers politiques commencèrent à entendre les cris conjugués de femmes et d'enfants. C'étaient nos parents qui exigeaient qu'on les laisse sortir.

Préoccupés par cette situation, les prisonniers politiques quittèrent les trois galeries pour exiger une entrevue avec le directeur et savoir quel était le sort de nos parents dont nous continuions à entendre les cris. Comme nous nous réunissions dans le couloir central, appelé "redondel", dans lequel donnent les portes de toutes les galeries, nous nous sommes aperçus que la voie était fermée non pas par le corps de surveillance qui n'intervint absolument pas à ce moment-là, mais par quelques cents détenus de droit commun auxquels on avait ouvert les portes de leur couloir et à la tête desquels se trouvait le général brigadier Andres Puentes Vargas et un groupe d'inconditionnels de la direction, les dénommés "majors" et les "commandos" des galeries des détenus politiques. Ils étaient tous armés de tuyzux, de tringlès, de poignards et de machettes, et les inconditionnels qui étaient à leur tête étaient dans leur majorité drogués ou ivres, complètement hors d'eux-mêmes.

o) Massacre de la place des Trois Cultures le 2 octobre 1968.

Dans cette situation, le général Puentes Vargas en personne, refusant d'écouter les camarades détenus politiques qui essayèrent de lui parler, dégaina son pistolet, tira plusieurs coups de feu en l'air pour échauffer les détenus de droit commun qu'il dirigeait et leur ordonna de nous attaquer. Son ordre a été entendu par tous les camarades présents.

Nous, les détenus politiques, nous nous sommes repliés vers nos galeries en essayant d'éviter le choc avec les détenus de droit commun, et en particulier avec les agents de la direction, drogués et ivres, qui étaient à leur tête et à qui il était impossible de faire entendre raison. Pendant que nous nous replions, nous fûmes attaqués à coups de tringles et à coups de couteau, avec des tuyaux, des bâtons, des poignards etc... par les inconditionnels de la direction qui dirigeaient l'attaque. En même temps, l'attaque fut appuyée par le feu des fusils et des pistolets tirés du haut des murailles et des toits occupés par les surveillants, fusillade dont le but n'était pas de contenir l'agression, mais qui visait les prisonniers politiques afin de les obliger à se retirer en débandade pour pouvoir ainsi les assassiner individuellement. Si, dans ces conditions, il n'y a pas eu plusieurs morts, c'est parce que l'immense majorité des prisonniers politiques, comprenant qu'il s'agissait d'une provocation, conserva son calme et se retira en ordres vers ses galeries.

Tous les faits relatés plus haut démontrent sans l'ombre d'un doute qu'il s'agissait d'une provocation criminelle, dirigée contre les prisonniers politiques dans le but de réaliser un massacre et de le présenter comme un "incident" avec les détenus de droit commun, et qu'une action d'une telle ampleur n'a pu être effectuée que sous la seule responsabilité d'un directeur de prison, mais que c'est un acte politique terroriste à l'encontre des prisonniers politiques, de leurs familles, des étudiants et des masses en général, exécuté par le gouvernement pour répondre à la croissante campagne pour la liberté de tous les prisonniers politiques qui se développe dans le pays et dans le monde. Ils prouvent aussi que se cette provocation n'a pas encore donné lieu à un véritable massacre, c'est parce que la grande majorité des prisonniers politiques a agi avec sérénité pour empêcher jusqu'à présent les autorités d'atteindre leurs buts criminels.

Nous autres prisonniers politiques, avons déjà dénoncé dans des occasions antérieures, les intentions criminelles du gouvernement contre nous. Cette dénonciation a été réitérée par des organisations ouvrières et étudiantes, et par des intellectuels dans le monde entier, et elle s'est réalisée au pied de la lettre. La provocation actuelle était en train de se préparer depuis longtemps par une campagne de calomnies contre les prisonniers politiques, qui s'est accentuée à l'occasion de la grève de la faim qu'effectuent depuis trois semaines un groupe important de camarades concentrés dans les galeries C et M.

En ce moment, la direction de la prison est aux mains du général Renato Vega Amador, chef de la police préventive du District Fédéral, qui entretient les bandes de prisonniers armés qui circulent dans tous le pénitencier. L'édifice est entouré de granadéros et d'autres forces de répression.

Nous détenus politiques, ne demandons aucune protection au gouvernement qui à organisé le massacre de Tlatelolco, qui réprime quotidiennement tout le peuple Mexicain avec les méthodes les plus infâmes, qui nous a menacé constamment de nous assassiner nous et nos familles au moyen des bandes armées comme les dénommés Bérets Rouges de Netzahualcoyolt et qui a montré qu'il était capable de baser sa répression sur des bandes criminelles de prisonniers de droit commun - ce sont ces mêmes bandes qui font régner la terreur parmi la majorité des détenus de cette prison - et de mettre à la tête de ces bandes un général de la nation. Nous ne demandons rien et n'espérons rien d'un gouvernement qui a recours à l'assassinat et au pillage pour nous intimider, nous et le Peuple Mexicain. Ce gouvernement doit savoir qu'il ne nous intimide pas, que nous continuerons notre lutte et que c'est lui qui porte et qui portera devant le Peuple Mexicain et devant le monde, la responsabilité de ces crimes et de ces méthodes qui sont les mêmes que celles avec lesquelles il réprime tous les jours les masses du pays: violence, assassinat, pillage des foyers ouvriers et paysans. nous

Nous, prisonniers politiques du Mexique, nous/adressons aux ouvriers, aux étudiants, aux paysans, aux ménagères, aux travailleurs de tout le pays et du monde entier, pour dénoncer ces procédés criminels. Nous dénonçons le fait que cette provocation n'a été qu'une répétition générale et que de nouvelles agressions se préparent. Nous dénonçons la préparation d'un massacre soigneusement organisé et de nouvelles mesures de repression dirigées contre les prisonniers politiques de Lecumberri. Nous dénonçons le fait que le gouvernement en est l'unique organisateur, et ceci à partir de la Présidence de la République elle-même. Nous dénonçons le fait que ce massacre est la continuation des procès des condamnations monstrueuses et illégales par lesquels on nous maintient en prison de façon arbitraire et que devant l'échec de ces procès et de ces condamnations dans leur objectif de terroriser les masses et les détenus politiques eux-mêmes - car nous restons fermes et combattifs - il se prépare maintenant un assassinat collectif comme mesure d'intimidation terroriste contre tous le Peuple Mexicain.

Nous lançons un appel pour que ces faits soient dénoncés par tous les moyens, à travers toutes les organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, populaires du Mexique et du monde entier. Nous appelons à une mobilisation pour défendre la vie des prisonniers politiques du Mexique pour arrêter les agressions constantes et les provocations et

a exiger la liberté immédiate et inconditionnelle de tous
les prisonniers politiques, syndicaux et paysans du pays.

Prison de LECUMBERRI, le 2 janvier 1970.

La commission des prisonniers politiques de la Galerie N.---

pour la Commission : Victor Rico Galan

Francisco Colmenares

Eduardo Fuentes de la Fuente

Fabio Barbosa

Cesar Catalan

C.C.P. 29. 60. 64. - PARIS - Lucette VIGIER
(avec mention : MEXIQUE)